

Zeitschrift: Kunst + Architektur in der Schweiz = Art + architecture en Suisse = Arte + architettura in Svizzera

Herausgeber: Gesellschaft für Schweizerische Kunstgeschichte

Band: 65 (2014)

Heft: 3

Rubrik: Aktuell = Actuel = Attuale

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 04.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Billet de la direction

Médiatisation des recherches ?



Depuis quelques mois, la presse nationale se fait l'écho d'un débat confrontant publication imprimée et publication numérique dans le domaine scientifique.

Ce débat est notamment suscité par les nouvelles règles en la matière, appliquées dès juillet 2014 par le Fonds national de la recherche scientifique sous l'intitulé « médiatisation des recherches ». Selon ces nouvelles règles, le FNS finance désormais uniquement des ouvrages publiés sous format numérique, et qui devront être accessibles gratuitement 24 mois après leur parution. Les chercheurs restent libres de publier une version papier de l'ouvrage en parallèle à la version digitale, la version imprimée n'étant toutefois plus du tout soutenue financièrement par le FNS.

Deux types d'arguments peuvent expliquer un tel changement de réglementation.

En premier lieu, la durabilité de l'imprimé face au numérique, qui mérite certes d'être débattue. Dans une logique de consommation, où tout produit est démodé au moment même de sa mise sur le marché ou de sa parution – résultats scientifiques y compris – est-il encore judicieux de vouloir fixer sur le papier des états de la recherche ?

De notre point de vue, la volatilité des résultats n'est pas un point pertinent dans le domaine des sciences humaines, même s'il l'est probablement dans celui des sciences dites « dures ». Les sciences humaines livrent des résultats dont les implications sur le monde qui nous entoure sont profondes et durables ; elles nous aident à comprendre notre environnement et, partant, à l'améliorer. Ces résultats, tels ceux issus des recherches menées pour les « Monuments d'art et d'histoire de la Suisse », sont même devenus des instruments décisionnels politiques importants. Par la connaissance et la compréhension qu'ils apportent du tissu culturel historique de la Suisse, ces résultats permettent notamment des prises de décision étayées dans les questions liées à l'aménagement du territoire ou à la transition énergétique.

Le second argument pour une modification de la réglementation du FNS est la provenance des subsides alloués par le FNS.

Ces sommes proviennent de la poche des contribuables, comme tout l'argent qui nourrit le fonctionnement des instances de la Confédération. Est-il dès lors légitime de permettre à des maisons d'édition privées de tirer bénéfice de la vente d'ouvrages publiés, même partiellement, grâce à des fonds publics ?

La question mérite certes d'être posée. Mais la réponse est moins simple qu'il n'y paraît au premier abord.

D'une part, les subsides du FNS ne couvrent qu'une partie des frais de publication des ouvrages, les éditeurs devant nécessairement couvrir tout le reste du travail réalisé par leurs soins. Privés du revenu des ventes, les éditeurs risquent de rencontrer d'énormes difficultés à survivre.

D'autre part, le livre électronique engendre des frais non négligeables d'hébergement, de maintenance, voire de mises à jour, qui sont nettement plus élevés que le dépôt et la gestion d'un stock d'ouvrages imprimés (environ cinq fois plus, selon une étude menée par la Bibliothèque nationale suisse il y a quelques années). Là encore, les conséquences financières négatives sur les acteurs de l'édition seront donc sérieuses.

Le débat est ouvert, et nous aurons certainement l'occasion d'y revenir.

Mais nous tenons d'ores et déjà à souligner que la SHAS propose des solutions constructives dans le domaine depuis près de quatre ans.

En fait, la SHAS a une véritable « best practice » dans le domaine de la diffusion des connaissances. Depuis quatre ans, elle a doublé l'édition papier des « Monuments d'art et d'histoire de la Suisse » par une édition numérique enrichie ; elle a créé Péristyle, un outil permettant aux chercheurs et aux petites et moyennes institutions culturelles de publier presque gratuitement, d'atteindre un très large public et

Forschung öffentlich machen?

d'imprimer à la demande le nombre d'ouvrages souhaités; elle a mis sur le marché des outils mnémotechnologiques comme l'application pour smartphones Swiss Art To Go, qui restituent aux citoyens de ce pays 100 ans de recherches en histoire du bâti pour le prix de trois cafés; elle est par ailleurs en train de mettre en œuvre un projet de diffusion totalement gratuite des résultats de l'inventaire national des monuments d'art et d'histoire de la Suisse (soutenu en grande partie par les pouvoirs publics) par le biais d'une migration de tous les ouvrages anciens déjà imprimés.

La SHAS a établi – bien avant les nouvelles recommandations du FNS – des règles d'édition allant dans le sens d'une politique de diffusion des connaissances responsable, novatrice – et servant aussi bien les intérêts des chercheurs que ceux des citoyens de ce pays.

Nous espérons que le FNS saura reconnaître les efforts accomplis par la SHAS dans le domaine, et saura faire preuve d'une certaine souplesse au cas où la «médiatisation des résultats» venait à être évoquée, en particulier pour les «Monuments d'art et d'histoire de la Suisse», afin de ne pas mettre en danger le plus vaste et le plus ancien projet en sciences humaines du pays, et de ne pas mettre en danger l'existence même de la SHAS pour toutes les raisons développées ci-dessus. ●

Nicole Bauermeister, directrice de la SHAS

In den letzten Monaten ist in der Schweizer Presse eine Kontroverse über die Bedeutung gedruckter beziehungsweise digitaler Publikationen im wissenschaftlichen Bereich entbrannt.

Diese Diskussion wurde insbesondere wegen der neuen, seit Juli 2014 geltenden Bestimmungen des Schweizerischen Nationalfonds (SNF) zur Publikationsförderung unter dem Titel «Forschung öffentlich machen» ausgelöst. Gemäss den neuen Bestimmungen finanziert der SNF nur noch Werke, die digital erscheinen und spätestens 24 Monate nach der Erstveröffentlichung frei zugänglich sind. Den Forschenden steht es frei, parallel zur digitalen Version ein gedrucktes Buch zu publizieren, dessen Herausgabe jedoch vom SNF finanziell nicht mehr unterstützt wird.

Auf zwei Argumente für die Änderungen der Bestimmungen soll aus unserer Sicht im Folgenden eingegangen werden.

Erstens sei hier die Frage der Dauerhaftigkeit von Druckerzeugnissen gegenüber digitalen Ausgaben erwähnt. Ist es in einer von Konsum geprägten Welt, in der Produkte bei ihrem Markteintritt bereits als veraltet angesehen werden – wissenschaftliche Ergebnisse inbegriffen –, noch sinnvoll, den neusten Forschungsstand auf Papier festhalten zu wollen?

Aus unserer Sicht ist die Vergänglichkeit von Ergebnissen im Bereich der Geisteswissenschaften kein stichhaltiges Argument, auch wenn dieses vermutlich für die exakten Wissenschaften zutreffen mag. Die Geisteswissenschaften liefern Resultate, die tief in unserer Gesellschaft verankert und dauerhaft sind. Sie helfen uns, unser Umfeld zu verstehen, und eröffnen uns so die Möglichkeit, es zu verbessern. Resultate, wie sie aus den Forschungsarbeiten zur Reihe «Kunstdenkmäler der Schweiz» hervorgegangen sind, dienen heute in der Politik als wichtige Entscheidungsinstrumente. Mit dem Wissen und ihrem Beitrag zum Verständnis des kulturhistorischen Gefüges der Schweiz bieten diese Forschungs-

ergebnisse eine verlässliche Grundlage für fundiert abgestützte Entscheidungen, namentlich zu Fragen der Raumplanung oder der Energie-wende.

Das zweite Argument zur Abänderung der Bestimmungen des SNF ist die Herkunft der Unterstützungsbeiträge des Nationalfonds.

Diese finanziellen Mittel stammen, wie alle Gelder, die zum Funktionieren der eidgenössischen Institutionen benötigt werden, von den Steuerzahlenden. Lässt es sich aus dieser Sicht rechtfertigen, dass private Verlage Gewinne durch den Verkauf von Werken realisieren, die – wenn auch nur teilweise – dank öffentlicher Mittel publiziert werden konnten?

Die Frage ist zweifelsohne berechtigt. Die Antwort ist jedoch weniger einfach, als es auf den ersten Blick erscheinen mag.

Zum einen decken die Unterstützungsbeiträge des SNF die Publikationskosten nur zum Teil, sodass die Verleger für die Finanzierung aller verbliebenen Aufwendungen selbst aufkommen müssen. Ein Wegfall ihrer Verkaufseinnahmen könnte die Verlage endgültig in existentielle finanzielle Schwierigkeiten bringen.

Andererseits ziehen elektronische Publikationen nicht unerhebliche Kosten für die Speicherung, den Unterhalt und die Aktualisierung nach sich, die eindeutig höher ausfallen als jene, die für die Lagerung und Bewirtschaftung eines gedruckten Werks aufzubringen sind – ungefähr fünfmal mehr, so eine Studie der Nationalbibliothek, die vor einigen Jahren veröffentlicht wurde. Auch hier wären die negativen finanziellen Konsequenzen für die Verlagsbranche beträchtlich.

Die Diskussion um dieses Thema ist eröffnet – und wir werden bestimmt zu einem späteren Zeitpunkt Gelegenheit haben, darauf zurückzukommen.

Doch bereits jetzt möchten wir festhalten, dass die GSK schon seit beinahe vier Jahren in diesem Bereich konstruktive Lösungen anbietet. Die GSK hat sich – lange vor den jüngsten Empfehlungen des SNF – Publikationsbestimmun-

gen im Sinne einer verantwortungsbewussten Wissensvermittlung auferlegt, die sowohl den Interessen der Wissenschaftler als auch der Bürgerinnen und Bürger dieses Landes gerecht werden.

Die Tätigkeit der GSK in diesem Bereich kann sogar als vorbildlich bezeichnet werden. So erscheint seit vier Jahren parallel zur gedruckten Version der Reihe «Kunstdenkmäler der Schweiz» eine angereicherte digitale Ausgabe. Zudem hat die GSK mit Péristyle ein Publikationswerkzeug für Wissenschaftler, kleine und mittlere kulturelle Institutionen geschaffen. Mit diesem Instrument können die erwähnten Kreise äusserst kostengünstig ein breites Publikum erreichen und die gewünschte Anzahl eines Werkes nach Bedarf drucken. Mit der App Swiss Art To Go für Smartphones bietet die GSK zudem ein virtuelles Instrument an, das den Benutzern zum Preis von drei Kaffees Forschungsergebnisse der vergangenen 100 Jahre zum gebauten Kulturerbe der Schweiz vermittelt. Schliesslich entwickelt die GSK zurzeit ein Projekt, bei dem sämtliche älteren, bereits gedruckten Werke des nationalen Inventars der Kunstdenkmäler der Schweiz (alle stets massgeblich von der öffentlichen Hand unterstützt) kostenlos digital verbreitet werden sollen.

Wir hoffen, dass der SNF die umfangreichen Anstrengungen der GSK auf diesem Gebiet anerkennt. Ebenso, dass er seine Bestrebungen, die «Forschung öffentlich zu machen», jeweils situativ und adäquat anzuwenden weiss, insbesondere bei einer Publikationsreihe wie den «Kunstdenkmälern der Schweiz», damit – wie oben ausgeführt – das grösste und älteste geisteswissenschaftliche Projekt der Schweiz oder gar die GSK in ihrer Gesamtheit keinesfalls existentiell in Gefahr geraten. ●

Nicole Bauermeister, Direktorin der GSK